

## Réponse de Orange Caraïbe à la consultation publique sur le marché de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles (marché 16 de la recommandation)

### Commentaires généraux

L'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles s'inscrit dans la procédure de révision du cadre réglementaire national suite à l'adoption du nouveau « Paquet Telecom » au plan européen.

L'analyse des marchés dont le point de départ est l'examen de la situation concurrentielle sur les marchés de détail doit être l'occasion d'évaluer la nécessité de supprimer, de maintenir ou de renforcer les obligations réglementaires mises en œuvre sur les marchés de gros associés selon les cas et dans l'intérêt des consommateurs.

Dans le secteur mobile, le marché de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles est l'un des trois marchés mobile de gros identifiés comme étant susceptibles d'être régulés ex ante par la Commission européenne dans sa recommandation sur les marchés pertinents.

A ce stade, la consultation publique ne permet pas d'étayer par des faits nouveaux une détérioration concurrentielle sur les marchés de détail mobile ou fixe préjudiciable aux consommateurs finals qui justifierait d'imposer davantage d'obligations réglementaires sur le marché de gros mobile associé, pour les communications se terminant sur les réseaux mobiles. De plus, le document soumis à consultation ne présente pas d'analyse détaillée et spécifique des marchés correspondant à la zone géographique des départements d'outre-mer de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane.

### **Un marché mobile animé par Orange Caraïbe et Bouygues Télécom Caraïbe**

Le marché de détail mobile correspond conformément à la jurisprudence du Conseil de la concurrence et à la décision de l'ART établissant pour 2004<sup>1</sup>, la liste des opérateurs exerçant une influence significative sur le marché des télécommunications aux départements d'outre-mer de Guadeloupe (y compris les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy) de Martinique et de Guyane (« zone géographique Antilles – Guyane »). Le document de consultation n'apporte en effet aucun élément nouveau justifiant de réviser le périmètre de ce marché.

---

<sup>1</sup> Dans sa décision, l'ART indiquait : « Cette segmentation géographique est fondée sur les autorisations délivrées en matière de téléphonie mobile ; elle tient également compte de la taille des marchés considérés et de la présence effective des opérateurs en fonction de leur activité commerciale réalisée au cours de l'année 2002. ». De même, conformément à la communication du Comité ONP, le conseil de la concurrence estimait dans son avis du 18 juillet 2003 que la segmentation retenue par l'ART permet d'apprécier la position des opérateurs sur les marchés.

Sur ce marché, les opérateurs Orange Caraïbe et Bouygues Télécom Caraïbe sont présents avec des offres de services concurrentes et une couverture déployée sur l'ensemble des départements de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane.

Loin d'être considérés comme périphériques, les territoires d'outre-mer dans la zone « Antilles – Guyane » ont bénéficié de la concurrence entre ces deux opérateurs et permis d'atteindre un taux de pénétration supérieur à celui de la Métropole : en juin 2003, ce taux s'établissait aux environs de 70% pour 64,2% en Métropole.

### **Les autres opérateurs**

Depuis 2000, quatre autres opérateurs ont été autorisés à déployer un réseau et à offrir des services à la norme GSM dans ces départements.

Toutefois, ils n'ont en fonction des cas ni déployé leurs infrastructures de réseau ni ouvert leurs services conformément à leurs autorisations respectives. Ainsi jusqu'à mars 2004, l'observatoire des mobiles de l'ART ne prenait en compte pour le marché « Antilles – Guyane » que les clients actifs des opérateurs Orange Caraïbe et Bouygues Télécom Caraïbe.

Par ailleurs, il est permis de s'étonner du nombre élevé –6- d'autorisations GSM délivrées dans les départements de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane, certaines d'entre elles ne couvrant du reste que les communes de Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans le département de la Guadeloupe. A titre de comparaison sur des marchés nationaux européens beaucoup plus étendus, le nombre d'opérateurs de réseau mobiles est le plus souvent de trois.

**Ainsi, à ce jour, seuls Orange Caraïbe et Bouygues Télécom Caraïbe développent le marché ; Oceanic Digital FWI SAS, Outremer Télécom et Saint Barthélemy TelCell SARL n'avaient toujours pas ouvert commercialement leurs services au 1<sup>er</sup> janvier 2004, tandis que l'opérateur Dauphin Télécom n'a déployé qu'un nombre limité de sites radio sur la commune de Saint-Martin (Orange Caraïbe a déployé 14 sites sur la partie française de l'île).**

**Parmi ces opérateurs autorisés, seuls les deux premiers, Orange Caraïbe et Bouygues Télécom Caraïbe, ont engagé des investissements significatifs en terme d'infrastructures (supérieurs à ⌘ pour Orange Caraïbe ; l'opérateur emploie plus de ⌘ personnes) sur l'ensemble de la zone « Antilles-Guyane », permettant à ce marché de se développer pour atteindre un taux de pénétration supérieur à celui du marché métropolitain. Entre 1998 et 2003, le nombre des clients aux réseaux mobiles de ces deux opérateurs est passé de 89 000 à 691 000 et a donc été multiplié par 8 sur 5 ans.**

### **Les caractéristiques socio-économiques spécifiques aux départements de la zone « Antilles – Guyane » ont été ignorées**

Le document de consultation ne présente pas l'analyse du marché mobile de détail correspondant aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane. Le document semble se contenter de catégoriser les opérateurs présents sur la zone « Antilles – Guyane » en -filiales des opérateurs métropolitains- d'une part, ce qui est inexact pour Orange Caraïbe, et -autres opérateurs « indépendants »- d'autre part sans qu'une telle classification ne correspondent à des critères pertinents pour l'analyse de marché.

Ainsi le document n'examine pas les spécificités socio-économiques de ce marché, et conclut sans du reste le justifier par des faits que les coûts en particulier de déploiement et d'exploitation d'un réseau mobile sont les mêmes en métropole et les départements d'outre-mer. Or, que ce soit sur le marché mobile ou celui fixe de détail –structure de l'offre et de la demande- ou sur le marché mobile de gros associé, la zone « Antilles – Guyane » présente des spécificités économiques liées à la géographie particulière et au développement de ces territoires (insularité, territoires éclatés, part des transferts publics dans le PIB pour ces territoires...), nécessitant notamment pour les activités de haute technologie des transferts de compétence et de matériel en provenance de métropole.

Dès lors et sans davantage le justifier, le document prévoit d'appliquer des remèdes sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal semblables dans leurs principes à ceux identifiés pour le marché métropole aux deux seuls opérateurs de réseaux mobiles ayant véritablement déployé des infrastructures sur ce marché. Ces obligations définies par référence à la situation en métropole risquent de se révéler particulièrement inadaptées à la réalité du marché de la zone « Antilles – Guyane » : à titre d'exemple le document propose comme prestation minimale de terminaison d'appel vocal un service de co-localisation qui n'est pas aujourd'hui utilisé par les opérateurs du marché pour leurs besoins d'interconnexion. Plus largement, la notion de remèdes est largement obérée dans ce document par l'absence de mise en perspective avec les obstacles éventuels rencontrés sur les marchés de détail et de démonstration du caractère approprié et proportionné de ces obligations réglementaires à la situation et à la taille de ce marché d'outre-mer.

### **Un marché de gros mobile d'ores et déjà régulé**

Orange Caraïbe estime qu'il pourrait être pertinent d'établir le bilan de la réglementation actuelle avant d'envisager un renforcement des obligations réglementaires.

Par ailleurs, l'opérateur mobile estime que l'introduction d'un contrôle tarifaire pluriannuel sous la forme d'un « price-cap » pour l'ensemble des opérateurs de réseau mobile autorisés représente effectivement un signal incitatif pour les opérateurs mobiles en termes d'efficacité tout en offrant davantage de visibilité aux autres acteurs du marché. Toutefois, cet instrument devrait tenir compte des spécificités économiques du marché « Antilles – Guyane » : en particulier le niveau de la terminaison d'appel vocal à l'horizon 2007 ne peut être inféré de la situation en métropole. De même, l'offre de prestation minimale d'interconnexion doit être fondée sur la réalité du marché et non pas sur une approche théorique, qui s'agissant de la co-localisation serait coûteuse à mettre en œuvre au regard des trafics provenant d'autres opérateurs mobiles.

Enfin, Orange Caraïbe estime que l'utilisation des hérissons est préjudiciable à l'intérêt des consommateurs finals et devrait faire l'objet d'une interdiction réglementaire dans la mesure où elle n'est pas non plus considérée comme l'instrument adéquate pour discipliner le prix de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles.

<p><b>En conclusion, Orange Caraïbe estime que l'analyse des marchés de détail et du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles n'est pas suffisamment développée pour les départements d'outre-mer. Elle considère également que la transposition des obligations de la métropole pour la zone « Antilles –Guyane » est disproportionnée par rapport à la taille de ce marché.</b></p>
---

## Commentaires détaillés

### 1- Sur l'introduction

Le commentaire du graphe est incomplet et devrait être le suivant : « (\*) les chiffres donnés **par Bouygues Télécom Caraïbe** et Orange Caraïbe pour la Guadeloupe ..... ».

### 2- Sur la définition des marchés

S'agissant de la définition des marchés, aucun élément quantifié n'est présenté pour fonder l'approche retenue, et ce particulièrement pour l'analyse de la substituabilité du côté de la demande.

Du côté de l'offre sur le marché de gros, le document indique à la fois retenir et ne pas retenir les « hérissons » dans son analyse au motif que sur le marché métropolitain, ces systèmes devraient disparaître avec la fin des pratiques de compensations entre les opérateurs mobiles sur ce marché : système dit de « Bill and Keep ». Or, sur le marché « Antilles –Guyane » si les solutions de contournement « Off-net » de la terminaison d'appel mobile n'existent pas, des systèmes de hérisson « On-net » existent néanmoins. Ces pratiques constituent un contournement de la terminaison d'appel vocal qui génère une mauvaise gestion de la ressource radio et augmente les coûts d'exploitation du réseau. Aussi, l'évaluation économique relative au marché de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles devrait prendre en compte cette dimension, qui en l'absence de toute intervention réglementaire devrait perdurer.

A ce titre, il paraît paradoxal de ne pas envisager dans les remèdes l'interdiction d'utilisation par les opérateurs de ces systèmes techniques qui nuisent à la qualité des services rendus par les opérateurs mobiles à leurs clients, si on considère dans le même temps, comme le fait le document, que l'encadrement tarifaire est l'instrument réglementaire approprié pour discipliner la terminaison d'appel des deux seuls opérateurs ayant véritablement déployé un réseau mobile.

### 3- Sur la puissance de marché (chapitre 4)

Q4.3 Avez – vous des commentaires sur la puissance de marchés des opérateurs d'outre-mer ?

**La présentation en particulier de l'évolution des prix et le graphique présentant les terminaisons d'appel vocal de Orange France et Bouygues Télécom Caraïbe pour la zone « Antilles – Guyane » nous semble inexacte et ne reflète pas la réalité du marché pour ces départements d'outre-mer.**

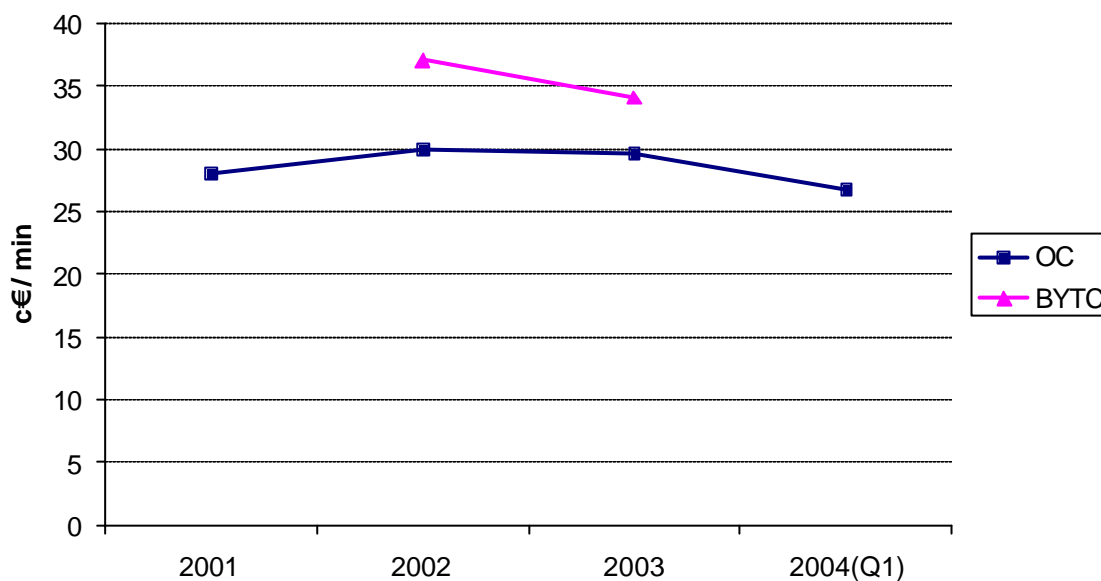
#### Observation de l'évolution des prix

D'une part, le graphe présenté fait apparaître une forte baisse du prix moyen de la terminaison d'appel vocal fixe - mobile de Bouygues Télécom Caraïbe entre 2002 et 2003 alors que le tarif de terminaison d'appel de cet opérateur n'a pas diminué depuis plusieurs années. Ainsi, l'analyse du prix moyen de la terminaison d'appel vocal dans le cadre du contrat d'interconnexion entre Orange Caraïbe et Bouygues Télécom Caraïbe, conduit à une présentation de l'évolution des prix moyens de la terminaison vocale de Bouygues Télécom Caraïbe et de Orange Caraïbe sensiblement différente.

D'autre part, Orange Caraïbe a également procédé à une baisse de sa charge de terminaison d'appel en janvier 2004, ce que le document de consultation n'indique pas.

Ainsi, les tarifs applicables de Orange Caraïbe pour l'année 2004 sont de 0,22 € pour la première minute indivisible, de 0,0037 € à la seconde en heure pleine après la première minute indivisible et de 0,0018 € à la seconde en heure creuse après la première minute indivisible.

**Cette baisse a un impact significatif sur le prix moyen de la terminaison d'appel vocal ; l'évolution des prix sur le marché des Antilles- Guyane est le suivant :**



#### 4.4.1.2- comparaisons des prix et des coûts en métropole et outre-mer

Des facteurs spécifiques au marché « Antilles – Guyane » peuvent justifier des coûts plus élevés en outre-mer.

- En effet, bien que les prix des équipements soient sensiblement similaires à ceux de la métropole, les opérateurs d'outre-mer supportent des frais complémentaires d'acheminement (transport et assurance) de l'ordre de 5% sur la valeur des équipements.
- Si le prix de la main d'œuvre est effectivement proche de celui en métropole dans de nombreux secteurs, les salaires dans les domaines de haute technologie modifie la perception initiale : les niveaux de salaire sont alignés sur le prix du marché DOM intégrant les 40% de sur- salaire de la fonction publique. Par ailleurs, l'ensemble des prestations réalisées sur le réseau ou sur des équipements de services à valeur ajoutée (mise en place, maintenance évolutive, ...) sont assurées par des sociétés métropolitaines ou européennes. Elles représentent un surcoût de l'ordre de 30% par rapport à la même prestation effectuée en métropole ou en Europe.

### **D'autres coûts doivent également être mentionnés**

Des contraintes spécifiques liées aux caractéristiques géographiques de la zone « Antilles – Guyane », peuvent avoir un impact fort sur le déploiement et la maintenance du réseau.

#### **Elles engendrent des surcoûts en terme de :**

- **qualité de service,**

Pour couvrir la zone « Antilles –Guyane » répartie sur des territoires éclatés, l'opérateur mobile doit déployer un centre technique dans chaque département afin de sécuriser chaque zone pour garantir la qualité de service à ses clients ; en effet, les Antilles et la Guyane sont distantes d'environ 2000Kms. L'opérateur de réseau mobile est ainsi contraint de dupliquer certains de ses investissements ; à titre d'illustration, le réseau d'Orange Caraïbe comprend un commutateur dans chacun des départements de la zone « Antilles –Guyane ».

- **sécurité,**

Afin d'établir des liens inter îles sécurisés, Orange Caraïbe doit se procurer de la bande passante : or, ces ressources sont limitées et dès lors coûteuses. La transmission est un poste important en terme de coûts sur les liaisons inter - départements. En effet, il n'existe qu'un seul câble « Fibre Optique (ECFS) » entre la Martinique, la Guadeloupe et les Iles du nord ; le câble « FO America's 2 » entre la Martinique et la Guyane est aussi le seul disponible. Aussi Orange Caraïbe doit recourir en complément à des liaisons par satellite pour sécuriser ses systèmes malgré leur coût très élevé.

- **risque sismique et cyclonique.**

L'environnement géographique conduit à concevoir des infrastructures prenant en compte les risques sismiques et cycloniques, importants en particulier sur la zone Antilles. A titre d'exemple, la construction d'un site « in-door » pour un pylône de 30 mètres tenant compte de ces risques, représente un surcoût de 25% pour la partie réalisation du site et de 40% pour le support pylône ; ce surcoût est à comparer à la réalisation d'un site similaire en métropole.

Par ailleurs, une sécurisation de l'architecture réseau doit être mise en œuvre pour répondre à la problématique sismique et cyclonique. Ainsi, outre l'utilisation d'un commutateur voix (MSC) sur chaque département, tous les éléments essentiels du réseau mobile sont dupliqués sur un site distant (HLR, IN, SMSC, et bientôt le cœur de réseau paquets). De même, la quasi-totalité des plate-formes de service à valeur ajoutée, de facturation et divers serveurs font l'objet de la même procédure. De plus, l'éloignement géographique de ces sites de secours entraîne également davantage de besoin en bande passante et donc un surcoût important.

L'évaluation du surcoût global lié aux contraintes sismiques et cycloniques est de l'ordre de 20%.

#### **4.4.2- Autres opérateurs mobiles autorisés**

Le document de consultation ne prévoit pas d'imposer d'obligations réglementaires aux autres opérateurs autorisés sur le marché qui semblent pouvoir disposer de toute liberté tarifaire pour fixer le niveau de leur terminaison d'appel vocal mobile. A ce stade de l'analyse, cette approche ne semble pas justifiée par des externalités en particulier en termes de développement du marché ni par la réalité économique de ces différents acteurs qui n'ont pour ainsi dire peu ou pas déployé leurs infrastructures de réseau mobile.

Orange Caraïbe estime ainsi qu'il serait ni équitable ni incitatif de laisser à ces opérateurs la possibilité de fixer librement le prix de leur terminaison d'appel vocal alors même qu'ils n'envisagent pas de déployer significativement des infrastructures alternatives. Lorsque l'ART avait assoupli le principe de symétrie tarifaire, elle le justifiait par la nécessité de prendre en compte le fait que des opérateurs alternatifs supportent des coûts de réseau plus élevés du fait de leur entrée plus tardive sur le marché. Cette analyse ne s'applique pas au cas du marché considéré, les autres opérateurs de réseaux mobiles n'ayant pas pour ainsi dire déployé véritablement de réseau mobile.

A notre connaissance, les niveaux de terminaison d'appel de ces opérateurs sont les suivants :

- Dauphin Télécom = **0,30** euros (1<sup>ère</sup> mn indivisible puis à la s.) – annexe 17bis FT avril 2004
- Outremer Télécom = **0,30** euros (1<sup>ère</sup> mn indivisible puis à la s.) - annexe 17bis FT mai 2004

**Maintenir de tels différentiels dans le prix de la terminaison d'appel vocal au profit de ces autres opérateurs de réseaux mobiles sans contrepartie en termes de contribution au développement du marché pourrait s'avérer préjudiciable à l'intérêt des consommateurs finals.**

## **5. commentaires sur les obligations (chapitre 5)**

**Q5.3.2 Avez-vous des commentaires sur les prestations d'interconnexion et d'accès susceptibles d'être imposées aux opérateurs d'outre-mer ?**

Au regard des prestations d'interconnexion définies pour les opérateurs métropole (paragraphe 5.2), il apparaît que la prestation minimale d'accès aux sites de l'opérateur mobile (5.2.2.2) retenue pour ces opérateurs ne s'avère pas la plus pertinente en ce qui concerne les opérateurs d'outremer de la zone « Antilles – Guyane ».

L'offre proposée par Orange Caraïbe dans le cadre des demandes d'interconnexion qui lui sont soumises est une offre de liaisons de raccordement. C'est la solution mise œuvre pour l'interconnexion entre Orange Caraïbe et Bouygues Télécom Caraïbe.

L'offre de co-localisation n'a pas été retenue car elle engendrerait des coûts fixes importants pour l'acheminement du trafic au point de co-localisation. Ce coût pourrait être disproportionné par rapport au niveau de trafic échangé, particulièrement pour les autres opérateurs de réseau mobile.

**Orange Caraïbe estime que la prestation minimale d'interconnexion doit être l'offre existante de liaisons de raccordement qui est également adaptée à des volumes de trafic faibles.**

Q5.3.3 Avez-vous des commentaires sur la publication d'une offre de référence susceptible d'être imposée aux opérateurs d'outre-mer ?

Dans le cadre de l'offre minimale, la mise en œuvre d'une structure tarifaire constituée d'un tarif unique, devrait être soumise à l'application des règles de prestations d'acheminement dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane (5.3.1.2) ; c'est-à-dire un tarif unique est applicable sous réserve que l'opérateur interconnecté livre le trafic dans la zone de rattachement de l'appelé.

Q5.3.6 Avez-vous des commentaires sur le contrôle des prix susceptible d'être imposé aux opérateurs d'outre-mer ?

La proposition d'un contrôle tarifaire pluriannuel sur trois ans sous la forme d'un « price-cap » spécifique au marché « Antilles- Guyane » est une mesure incitative et qui garantit aux opérateurs tiers d'avoir une visibilité sur le marché de la terminaison d'appel vocal. L'application à l'horizon 2007 d'une tarification à la seconde, est également souhaitable.

A contrario, les différentes options proposées dans le document pour la détermination de la baisse pluriannuelle qui serait indexée sur les baisses pratiquées par les opérateurs métropole ne paraît ni appropriée ni justifiée. Elles ne tiennent pas compte d'une part des spécificités des opérateurs d'outre mer, et en particulier des coûts supplémentaires supportés par ces opérateurs tels que mentionnés en 4.4.1.2., et d'autre part de l'existence d'un marché de détail séparé de celui de la métropole.

**La mise en place d'un « price-cap » propre au contexte de la zone « Antilles – Guyane » permettrait d'établir une solution de baisse pluriannuelle en adéquation avec le marché.**

Q5.4 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux autres opérateurs puissants ?

Nos remarques portent sur le 2ème paragraphe : « ... Au vu de l'étendue .... atteindre tous les clients de l'opérateur mobile à partir d'un point situé dans la zone couverte par son autorisation, .... ».

En effet, les précisions apportées dans ce paragraphe sont en contradiction avec l'offre d'interconnexion minimale qui prévoit pour les prestations minimales d'acheminement dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane (5.3.1.2) une livraison du trafic dans la **zone de rattachement de l'appelé**, et un tarif unique justifié par les prestations minimales définies ci dessus.

De même, l'offre de co-localisation comme précisée en commentaire à la question Q5.3.2 ne paraît pas être l'offre minimale des prestations d'accès la plus appropriée aux départements des Antilles – Guyane.

Enfin, Orange Caraïbe estime que la pratique de prix justes et raisonnables qui sera imposé aux autres opérateurs mobiles puissants doit être explicité et justifié en particulier au regard des investissements et de la contribution respectifs des différents types d'acteurs au développement du marché « Antilles – Guyane ».

Aujourd'hui, ces opérateurs ont les niveaux de terminaison d'appel vocal mobile les plus hauts du marché (30 centimes d'euros), avec une structure tarifaire comportant une première minute indivisible.



Or pour le marché « Antilles – Guyane » les structures des tarifs de gros et de détail sont fortement liées.

Dans le futur, il paraît plus pertinent d'imposer sur le marché de gros pour l'ensemble des opérateurs de réseau mobile une structure tarifaire similaire à celle du tarif de détail (facturation à la seconde) ; l'alternative de répercuter sur les prix de détail les différentiels de structure tarifaire serait moins favorable aux clients finals.